

Roumen Radev remporte les élections législatives bulgares : cela annonce-t-il une stabilisation de la situation politique ?

Le 19 avril, Roumen Radev, ancien président de la Bulgarie (2017-2026), a remporté une victoire plus large que prévu lors des élections législatives. Sa coalition de centre-gauche nouvellement formée, « Bulgarie progressiste », a obtenu 44,67% des voix et 131 sièges, soit la majorité absolue des 240 sièges que compte l'Assemblée. Le parti de centre-droit, GERB, arrive en seconde position avec 13,36% des voix et 39 sièges (-27). Suivent la coalition « Nous poursuivons le changement – Bulgarie démocratique » PP-DB avec 12,76 % des voix et 37 sièges (+1), le Mouvement pour les droits et les libertés avec 6,85% et 20 sièges (-9) et, enfin, le parti d'extrême droite Vazrazhdane (« Renaissance ») avec 4,28% des voix et 13 sièges (-20).

Les autres partis comme le MECh, Vel et le BSP n'ont pas franchi le seuil de 4% requis pour être représenté au parlement. Ce seront au total cinq partis seulement présents dans la nouvelle Assemblée.

Bien que le vote soit obligatoire depuis 2016, le taux de participation n'a pas été très élevé pour ce 8e scrutin législatif en cinq ans : il atteint toutefois 51 %.

La scène politique bulgare a été dominée par le GERB de Boïko Borissov au cours des deux dernières décennies, mais ce scrutin y met un terme et rebat les cartes. La confiance dans les partis de gouvernement s'est érodée au long des huit scrutins qu'a connu le pays depuis 2021 et, surtout, de l'absence de coalitions solides qui en a résulté. Ils ont en quelque sorte été pénalisés de n'avoir pas réussi à s'entendre.

Bien que la corruption ait quelque peu diminué, subsistent encore des tentatives d'achats de voix, de

manipulation et de captation de l'État par l'oligarchie. Les autorités étaient donc en alerte lors de ce scrutin, étant donné que la Roumanie et la Hongrie ont toutes deux subi des ingérences de la part de puissances étrangères récemment. Cette situation a érodé la confiance de la population dans le paysage politique et, malgré un engagement citoyen actif illustré par une forte mobilisation lors des manifestations fin 2025, le taux de participation reste encore faible, marquant une certaine lassitude de la population pour ces scrutins à répétition.

Le mécontentement populaire à la fin de l'année dernier a conduit à la démission du gouvernement, et à celle du président – Roumen Radev – qui a décidé de former une nouvelle coalition, Bulgarie progressiste, afin de pouvoir se présenter à des élections législatives espérant les remporter et d'accéder au poste de Premier ministre. « *Ces manifestations contre la corruption l'ont fait décoller politiquement : il a su attirer parmi ses sympathisants une partie des manifestants pro-européens, qui voient en lui un symbole de lutte contre la corruption, quitte à occulter sa position ambiguë vis-à-vis de la Russie* », analyse Anna Krasteva, professeure de sciences politiques à la New Bulgarian University de Sofia.

Roumen Radev a promis de stabiliser le pays et de démanteler le système de corruption. La Bulgarie occupe la 84e place dans l'indice de perception de la corruption 2025 de Transparency International, à égalité avec la Hongrie en tant que pays ayant obtenu le score le plus bas de l'Union européenne. La Bulgarie partage également le statut de pays le plus pauvre de l'Union avec la Hongrie.

INGÉRENCES DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL

A l'approche du scrutin, le Premier ministre par intérim Andrey Gouriou, membre du parti « *Nous poursuivons le changement* », s'est engagé à prendre des mesures plus sévères contre l'achat de voix et la manipulation électorale. Ces dernières semaines, plus de 300 personnes ont été arrêtées après avoir été surprises en train de vendre des voix dans différentes villes du pays ; d'importantes sommes d'argent ont été saisies. Par rapport aux élections de 2024, le nombre d'arrestations et les infractions à la loi électorale ont augmenté ; ces infractions ont parfois impliqué des groupes criminels organisés, mais aussi des candidats aux élections législatives.

DANS QUELLE DIRECTION RUMEN RADEV VA-T-IL SE PRONONCER ?

Roumen Radev est connu pour ses positions peu favorables à l'Union européenne, ainsi que pour ses appels à la neutralité de la Bulgarie face à l'Ukraine dans sa lutte contre l'agression russe. Beaucoup craignent qu'il ne poursuive sur cette voie et ne devienne le nouveau « perturbateur » de l'Europe, succédant ainsi au Hongrois Viktor Orbán, qui a été sèchement battu lors des élections hongroises du 12 avril.

Il a adopté une position ambiguë quant à ses projets d'importer du pétrole russe *via* le gazoduc TurkStream ; des doutes ont surgi quant à sa volonté et sa capacité à venir à bout de la corruption qui imprègne même les plus hautes sphères du gouvernement, puisque sa candidature a attiré le soutien de certains milieux plutôt douteux qui nourrissent des tendances nationalistes extrêmes ou qui sont impliqués dans des activités peu recommandables.

Cependant, après le scrutin, bien qu'il ait exprimé son opposition à l'accord récent avec l'Ukraine, il a appelé à « *une chance historique de rompre une fois pour toutes avec le... modèle oligarchique* ». Il a également déclaré qu'il espérait « *des relations pragmatiques avec la Russie, fondées sur le respect mutuel et l'égalité de traitement* ».

UNE VICTOIRE QUI OBLIGE

Roumen Radev a obtenu la majorité absolue avec 131 sièges sur 240. Vesselin Stoynev, journaliste, affirme que ce scrutin a montré une consolidation autour d'une seule force dominante. « *Nous assistons à une consolidation des voix, avec un vainqueur incontestable disposant d'une avance considérable sur ses poursuivants* ». Que va-t-il en faire ? Quelle va être sa position sur l'Ukraine, la Russie et l'Europe ?

C'est en effet un outsider, qui cache bien son jeu. Après avoir exercé près de deux mandats en tant que président, il aimerait se voir comme le « *sauveur du pays* » — et que la Bulgarie devienne « *un pont pour rétablir les relations entre la Russie et l'Occident* ». Son pays entretient des affinités profondes avec la Russie — qu'elles soient économiques, culturelles ou religieuses ; ils partagent une histoire de dépendance énergétique et des réseaux politiques de longue date remontant à la période soviétique.

Roumen Radev s'est félicité d'une « *victoire de la liberté sur la peur* ». Ne rejetant pas l'Union européenne, celui-ci s'est cependant montré dubitatif quant à la stratégie à adopter notamment vis-à-vis de la Russie. Avant le scrutin, il avait affirmé partager, sur l'envoi d'armes à l'Ukraine, les positions de la Hongrie et la Slovaquie, estimant « *ne pas voir l'intérêt pour son pays, pauvre, de payer* ». Lors de ce scrutin, Roumen Radev a grignoté l'électorat du parti pro-Kremlin, Vazrazhdane, grâce à ses positions ouvertes face aux Russes et anti-élites.

Roumen Radev optera-t-il pour un compromis afin de stabiliser son pays et de le faire entrer dans une nouvelle ère de croissance, mettant de côté sa propension à se rapprocher de Vladimir Poutine, ou choisira-t-il d'être un cheval de Troie pour la Russie ? Les mois à venir seront décisifs.

Agé de 62 ans, cet ancien pilote de chasse, ancien membre du parti communiste, devrait devenir Premier ministre courant mai.

Résultats des élections législatives du 19 avril 2026 en Bulgarie

Taux de participation : 50,2 %

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Nombre de sièges	Pourcentage des voix obtenues
Bulgarie Progressiste (PB)	1 444 424	131	44,59%
Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB)	433 755	39	13,38 %
Nous poursuivons le changement – Bulgarie démocratique (PP-DB)	408 845	37	12,61 %
Mouvement pour les droits et les libertés – Nouveau départ (DPS)	230 693	20	7,12 %
Renaissance (Vazrazhdane, V)	137 940	13	4,25 %
Moralité, unité et honneur (MECh)	104 556	0	3,22 %
Grandeur (Vel)	100 572	0	3,10 %
BSP (Parti socialiste)	97 753	0	3,01 %
Siyanie (Lumière)	93 554	0	2,87%
Aucune de ces options	50 732	0	

Source : <https://results.cik.bg/pe202604/rezultati/index.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.